

## Allocution

Mesdames, Messieurs les journalistes, merci de votre présence.

Nous adressons cette allocution à l'ensemble du peuple français ainsi qu'à M. le Président de la République Emmanuel Macron.

Voilà bientôt un mois que le mouvement populaire des Gilets Jaunes secoue la France. Ce mouvement n'appartient à personne et à tout le monde. Il est l'expression d'un peuple qui depuis 40 ans se voit dépossédé de tout ce qui lui permettait de croire en son avenir et en sa grandeur.

Voilà 40 ans que, Président après Président, élections après élections, les trahisons, les mensonges et les abandons se succèdent. Oui, M. le Président nous sommes épuisés, oui, nous sommes remplis de colère et oui, nous n'avons plus d'autres moyens de nous faire entendre que d'enfiler humblement ce désormais célèbre gilet jaune.

Nous sommes épuisés par une pression fiscale colossale qui ôte à notre pays, à nos entrepreneurs, à nos artisans, à nos petits commerçants, à nos créateurs et nos travailleurs toute énergie pendant qu'une petite élite échappe constamment à l'impôt. Les prélèvements obligatoires représentent désormais 46% du PIB et les aides sociales 1/3 du PIB annuel. Pourtant, malgré cela, vous n'arrivez même pas à payer décemment les infirmières, les personnes handicapées, les militaires, les professeurs et nous en oublions tant la liste est longue.

Nous avons donc une question : où diable va tout cet argent ? Notre instinct et nos yeux impertinents de simples Français le voient bien. Cet argent part dans des privilèges indus, des commissions de copinages, des retraites éternelles, des serviteurs à gogo, etc. Les serviteurs des Français que sont les élus profitent du pouvoir pour devenir des aristocrates de l'argent public. L'injustice est aujourd'hui criante. Alors que nous Français sombrons dans la détresse économique, nous n'acceptons plus cette situation.

Nous vous le disons aussi : nous ne voulons pas vivre de vos aides, nous ne voulons pas vivre au crochet d'un État boulimique qui nous prend toujours plus et nous redonne toujours moins. Nous voulons vivre libres ! Libres de pouvoir réellement jouir du produit de notre travail, libres de pouvoir créer et inventer sans voir fondre sur nous la patte terrible de l'Administration et des Impôts, libres de pouvoir payer des impôts raisonnables afin d'aider nos compatriotes dans la difficulté, libres de se loger et de vivre dignement. Par conséquent, nous Gilets Jaunes, exigeons une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements, ...) ainsi qu'une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires.

Mais notre colère ne se repose pas que sur notre porte-monnaie, si vide soit-il. Notre colère est plus profonde. Elle vient de ce que depuis des décennies, nous Français n'avons plus aucun contrôle sur la marche de notre pays. Nous n'oublions pas le traité de Lisbonne adopté après avoir été refusé en 2005, nous n'oublions pas les 13 années depuis sans référendum, nous n'oublions pas les promesses jamais accomplies. Nous n'oublions rien.

Vous avez dit monsieur le Président « sentir le malaise démocratique dans le pays » et c'est vrai il existe. Mais que proposez-vous pour le résoudre ? Rien. Car oui, nous le savons, rien ne vous dérangerait plus que de donner au peuple la possibilité de se faire entendre.

Or, nous sommes las de devoir quémander les miettes de démocratie que vous et vos élus voulez bien nous donner. Nous venons donc avec une exigence concrète afin de sortir de cette crise démocratique : présentez au peuple français, par la voie du référendum un texte visant à modifier la Constitution dans le but d'introduire le Référendum d'Initiative Citoyenne en toutes matières.

Ce texte doit reposer sur quatre points :

- donner au peuple le droit de déclencher un référendum en vue de modifier la Constitution et interdire toute modification de la Constitution sans passer par le référendum ;
- donner au peuple le droit de rédiger ou abroger une loi sur le sujet qu'il choisit ;
- donner au peuple le droit de demander un référendum sur toutes les lois votées par le Parlement ;
- obliger le Président de la République à présenter tous les traités, accords et pactes internationaux au référendum avant ratification.

Ce texte que nous avons rédigé n'a pas d'autres objectifs que de rendre au peuple son rôle de souverain. Il ne cherche pas à mettre en danger la République, ni à déstabiliser l'État, il n'est pas non plus irréaliste ou démesuré. Nous n'avons pas d'autres ambitions que de sortir de cette immense crise de souveraineté. Rendez-nous la maîtrise de notre destin, présentez ce texte au peuple français ; la décision lui revient à lui seul.

Devant cette salle du Jeu de Paume où le 20 juin 1789 les députés de la première assemblée constituante de France ont fait le serment de ne pas se séparer avant d'avoir donné à la France une Constitution, nous faisons le serment de ne pas nous séparer avant d'avoir obtenu la présentation au peuple français par référendum du RIC, du recul des privilèges d'État et de la baisse des prélèvements obligatoires.

Nous sommes pacifistes et le resterons mais sachez-le : même les baïonnettes ne nous feront pas poser nos gilets jaunes. Ils sont notre dernier habit, nous ne voulons pas être nus devant nos enfants.

Monsieur le Président de la République, vous avez dit vouloir résoudre le malaise démocratique de la France alors entendez cette injonction du peuple : rendez-nous notre liberté et notre souveraineté.

Merci.